Les résonances en Espagne de l’unité européenne (1960 – 1961)

Légende: Rapport de Robert van Schendel, secrétaire général du Mouvement européen, présenté entre 1960 et 1961. Ce rapport conclut en présentant un bilan positif de la sensibilisation de l’opinion publique espagnole à une plus grande unité européenne. D’ailleurs, van Schendel met l’accent sur l’immobilisme de la politique européenne du régime franquiste et souligne que, même si l’Espagne a expérimenté une ouverture économique remarquable, le domaine politique n’a pas encore été développé dans ce sens. L’auteur apprécie aussi l’impact significatif de la création des cercles européistes en Espagne, qui ont été fondés selon les principes du Mouvement européen.

Source: Robert van Schendel, Les résonances en Espagne de l’unité européenne, ME-2159 1960 – 1961, Archives historiques de l'Union européenne, Institut Universitaire Européen. Florence.

Copyright: Archives historiques de l'Union européenne

URL: http://www.cvce.eu/obj/les_resonances_en_espagne_de_l_unite_europeenne_1960_1961-fr-f05339e0-3573-4381-bb89-9b833e040e6e.html

Date de dernière mise à jour: 20/02/2014

LES RESONNANCES EN ESPAGNE DE L'UNITE EUROPEENNE

L'Espagne est restée presque complètement écartée, depuis la guerre, du processus d'unification des nations d'Europe. Elle n'a pas été, comme le Portugal, membre fondateur de l'O.E.C.E., à laquelle elle n'adhère que depuis peu. Des Communautés européennes, elle n'est ni membre, ni prochaine associée, comme la Grèce. Mais elle ne fait pas partie non plus du groupe de l'E.F.T.A., comme le Portugal. Elle n'adhère pas plus à l'O.T.A.N. - dont ce dernier pays est membre - qu'au Conseil de l'Europe. Elle reste le pays d'Europe occidentale le plus éloigné des organes que les besoins de l'unité ou de la défense ont suscités.

Les raisons politiques en sont assez connues. Elles tiennent à la fois à l'attitude de l'Espagne durant la dernière guerre mondiale et à son isolement diplomatique aux lendemains de celle-ci; à la nature autoritaire de son régime qui la régit encore aujourd'hui, plus de vingt ans après la fin de la guerre civile, et qui, mis à part les pays communistes, constitue une exception en Europe; et à certaines constantes du nationalisme, et de défiance envers l'étranger, de l'idéologie pourtant vague qui la domine officiellement.

Malgré toutes ces raisons, d'ordre externe ou d'ordre interne, malgré l'absencede fait dans l'Europe d'aujourd'hui de la patrie de Cervantès, de Suarez, de Goya, d'Unamuno, de Picasso, l'Espagne est probablement le pays d'Europe non communiste où l'idée d'unir le Continent suscite instinctivement, ou par réflexion, la plus grande espérance, au sens eschatologique du terme. Plusieurs siècles de culture universelle et de grandeur européenne, quelques décennies de retard historique et d'inadaptation économique, quelques années d'isolement oppressif- conjugent leurs effets pour conférer à l'"Europe" une valeur morale qui transcende les moyens transitoires de la politique et les nécessités de l'économie . L'unité européenne est comprise par beaucoup, plus consciemment que dans un autre pays, et avec infiniment plus de passion comme la traduction littérale - et la seule - d'un avenir de mieux être et de liberté, le passage obligé de toute solution aux problèmes effrayants avec lesquels ce pays reste confronté.

Il est d'autant plus nécessaire d'examiner les formes et les raisons des réactions espagnoles à l'égard de l'unité européenne que nos opinions publiques ignorent presque tout de ce pays. Abusées par le silence presque complet d'une nation qui y est contrainte, elles en viennent à une indifférence que cette nation mérite moins qu'aucune autre. On peut penser, au contraire, que les vertus mâles que ce peuple cultive au sein même de ses tragédies manquent aujourd'hui cruellement à la nouvelle société européenne que nous voulons instaurer.

../..

www.cvce.eu

Il convient de distinguer entre les réactions des milieux officiels et celles de ce que nous appellerions l'opinion publique. Les différences entre réactions des gouvernants et celles des gouvernés, sont naturellement plus sensibles dans ce pays que dans ceux où le gouvernement procède périodiquement du suffrage et se soumet à un contrôle réel. Mais l'absence de partis d'opinion, de consultations contradictoires sur des options claires, d'une presse libérée du pouvoir entrave une information déjà malaisément exhaustive et complique l'analyse qui en dépend. Ce sont là réserves importantes. Il en est une autre qui relève de la discrétion nécessaire lorsqu'un pouvoir susceptible risque de traduire en termes d'opposition, avec les conséquences cruelles qui en découlent souvent, ce qui n'est qu'idéal poursuivi indépendamment de lui.

Du côté des milieux officiels d'abord, on peut résumer l'attitude de l'Espagne d'il y a quelques années par un mélange de sympathie largement affichée pour tout ce qui contribuait à la défense de l'Europe chrétienne contre le communisme - de là les appels du pied pour une contribution à l'O.T.A.N. -, de méfiance à l'égard des complications démocratiques et parlementaires d'institutions comme le Conseil de l'Europe et les Communautés européennes, et de prévention à l'encontre des principes de libéralisme économique qui fondaient l'O.E.C.E.

L'aide américaine, militaire et économique, a entraîné une évolution sensible, avec le ministre Ullastres, vers les principes de libéralisme économique. C'est ce qui a permis à l'Espagne d'adhérer à l'O.E.C.E. ainsi qu'à quelques Comités techniques intergouvernementaux d'échanges. Dans cet esprit sont aujourd'hui recherchés, avec une insistance qui se renforcera, des contacts avec les Communautés économiques européennes susceptibles, dans la pensée de certains hommes d'Etat espagnols et de dirigeants de l'économie, de contribuer à résoudre d'une manière stable la crise économique permanente de l'Espagne.

Mais cette adhésion aux principes du libéralisme reste cantonnée au domaine économique. Aucun signe n'apparaît encore d'une libéralisation du régime lui-même. Au contraire, si l'on juge par les vagues d'arrestations et de condamnations, ces derniers mois, il paraît se durcir encore contre toute velléité d'opposition ou même contre toute formation de courants d'opinion, de gauche comme de droite, invariablement taxés de communistes. Il ne semble pas que ceux-là mêmes parmi les dirigeants qui s'orientent vers l'unité européenne, ou que quelques groupes dépendant d'eux et défendant leur politique, se rendent compte que l'adhésion à la Communauté européenne suppose, bien au-delà de la volonté de libérer les échanges ou d'unifier les tarifs douaniers, un minimum de principes communs d'organisation politique, à la base d'une société commune: les droits de l'Homme, la liberté d'opinion traduite par la pluralité des organisations qui l'expriment, la règle de la majorité, le contrôle par les élus de la nation, quelque soit la forme du régime adopté. Si ces principes ne sont pas tous, en Espagne, explicitement rejetés, leur application est loin de correspondre au minimum que les pays démocratiques peuvent exiger pour la formation d'une Communauté de destin. Une expérience récente: l'interdiction par le pouvoir d'une rencontre en Espagne de démocrates européens et d'Espagnols, qui devait permettre un échange de vues sur les seuls problèmes européens, ne témoigne pas en faveur d'un quelconque as-

CVCE www.cvce.eu

De tout ceci, de plus en plus nombreux sont, dans l'Espagne d'aujourd'hui, ceux, personnes ou groupes, qui en ont pris conscience. C'est ce qui fait la plus notable des différences de réactions - au regard du problème de l'unité européenne- entre gouvernants et gouvernés. Quant à ces derniers, par une sorte de génération spontanée qui date d'à peine quelques années, divers cercles ou groupes, à l'existence parfois éphémère se sont constitués, principalement dans l'élite intellectuelle, dans l'Université, dans les milieux de l'économie, dans la jeunesse. Fondés sur les principes du Mouvement Européen, ils se consacrent à l'étude des problèmes posés à l'Europe. Ils sont, tantôt tolérés, tantôt entravés dans leurs manifestations, tantôt contraints à se dissoudre. Leur activité d'information générale, quoique encore limitée et peu coordonnée, a été et demeure des plus précieuses. Par des séminaires d'études, des expositions, quelques publications souvent intermittentes, quelques conférences privées ou publiques, dont le nombre s'accroît heureusement, l'idée d'unité européenne et d'intégration s'est ouvert un chemin qu'il n'est plus, dès à présent, possible d'interrompre.

Première remarque. Ces groupes se sont constitués, ces études ont été entreprises, dans la plupart des cas, sans aucun a priori quant aux conclusions à tirer, pour l'Espagne, de l'expérience en cours au-delà des frontières, mais seulement comme un moyen de connaître ce qui n'était pas assez connu et dont il n'était pas assez parlé.

Deuxième constatation. Tous ceux qui prirent ces initiatives n'avaient pas une appartenance ou une origine politique bien déterminée. Les plus jeunes, notamment, n'avaient, et continuent à n'avoir, qu'une information politique insuffisante. Lorsque les plus âgés avaient une origine politique précise, à défaut d'appartenance, elles étaient fort diverses, allant des semi-partisans du Moviemiento nacional aux socialistes, à l'exclusion des communistes. L'idée d'Europe - c'est important - se révélait peu à peu capable, à défaut d'aucune autre positive, de réconcilier les deux camps de la guerre civile.

Troisième constatation, corrollaire de la précédente. La plupart de ceux qui ont voulu se dédier à une certaine action européenne, avec tous ses risques, compte tenu des conditions de fait imposées à toute action semi-publique, faisaient fort bien le départ et continuent à le faire, entre la défense de principes européens et l'utilisation de ces principes en politique intérieure, même quand ces principes comme la Charte des Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, par exemple, ont une résonnance aussi fondamentale dans l'Espagne actuelle.

Que les démocrates de toujours aient eu parfois, en défendant l'idée d'unité européenne, quelque arrière-pensée sur son utilisation en politique intérieure, c'est incontestable et compréhensible. Mais les anciens partisans du régime, quelquefois ses thuriféraires, et les plus jeunes qui en sortaient sans référence à la démocratie? Ceux-là, il semble bien qu'ils soient venus à discuter du régime intérieur, en grande partie par lébiais de leur conviction européenne et comme une conséquence de celle-ci.

Tout ceci est la marque d'un double phénomène important. D'une part, les souvenirs horribles de la guerre civile ont laissé, chez les anciens adversaires, de telles traces que la seule crainte d'un nouveau risque, si elle n'empêche pas les manifestations de mécontentement, désarme vite les vélléités d'opposition. D'autre part, le régime actuel ne paraît pas, aux observateurs de bonne foi, même dans les milieux officiels, disposer d'autre chose que de partisans résignés, c'est-à-dire de prochains partisans d'autre chose. Cette autre chose, aujourd'hui, ce peut être l'Europe. Même si on se

CVCE www.cvce.eu

dissimule parfois que l'Europe n'est pas automatiquement la solution de tous les problèmes intérieurs, elle apparaît comme l'avenir en face d'une situation qui est déjà ressentie comme un passé dépourvu de lendemain.

Il faut le dire avec force parce que c'est à la fois prometteur et fort grave, tous les observateurs en sont d'accord, et les maîtres de l'ensignement, et de nombreux milieux écclésiastiques: aucune autre vraie espérance ne polarise la jeunesse que l'Europe et le communisme. L'un et l'autre sont ressentis comme des moyens de changement profond de ce qui n'est plus perçu que comme stagnation et enlisement.

La concurrence des deux idéaux, et le temps qui presse, explique l'anxiété et l'impatience croissantes de tant d'Espagnols soucieux de l'avenir de leur nation et de la civilisation occidentale, qu'ils soient monarchistes ou républicains, chrétiens de gauche ou de droite, libéraux, socialisants ou socialistes, aristocrates ou populaires, industriels, commerçants, officiers ou membres du moyen et du bas clergé. Tous ont, de plus en plus, le goût de réunir leurs volontés sur l'"Europe" et de préparer, grâce à elle, les compromis qu'ils sentent nécessaires pour demain.

De fait, la chance, aujourd'hui, de l'idée d'unité européenne, en Espagne, est qu'elle unit et qu'elle réconcilie, qu'elle prépare et qu'elle résout, qu'elle peut transformer sans révolte et moderniser sans désordre. Elle porte en elle le principe fédéral et la solution des problèmes régionaux, basques et catalans notamment, la possibilité du progrès économique et la solution progressive de ses problèmes de base; enfin, et surtout, une liberté si attendue, une forme de démocratie moderne et praticable dans l'ordre et la réconciliation.

Cette immense espérance, ainsi entendue dans son sens le plus élevé, ce visage de l'avenir d'autant plus brûlant qu'il est à la fois lié aux contingences intérieures et détaché d'elles, il faut, non seulement éviter de les compromettre mais les fortifier par l'expression d'une attentive solidarité.

Robert van SCHENDEL.